



Iran

LES FEMMES À LA TÊTE DE LA RÉVOLTE SOCIALE

Depuis maintenant un mois, dans tout le pays, la population insurgée affronte une dictature féroce. Les morts se comptent par dizaines, les arrestations par milliers. Le 16 septembre, lors d'une arrestation par la police des mœurs au prétexte qu'une mèche de cheveux dépassait de son voile, une jeune femme, Mahsa Jina Amini, a été tuée au poste de police, ce qui a déclenché une révolte nationale. De jeunes femmes d'abord, qui se sont dressées les premières contre le pouvoir, suivies de tous ceux dont les colères se sont accumulées en plus quarante ans de dictature : minorités nationales, jeunesse, monde du travail et même des couches jusque-là privilégiées de l'Iran.

Après l'explosion sociale cet été au Sri Lanka, ce qui se passe en Iran annonce d'autres tempêtes sociales.

« Femme, vie, liberté »

C'est le slogan des insurgés scandé sous les balles dans les manifestations, et jusqu'ici en France lors des manifestations de soutien. Par dizaines de milliers, elles ont décidé que personne ne déciderait à leur place comment elles doivent s'habiller, ni surtout, ne leur dirait quoi faire de leur vie. De nombreux hommes, jeunes et anciens, se sont joints à leur combat.

Dès lors, cette déferlante révolutionnaire des femmes a révélé tout le courage des milieux populaires, l'inventivité d'une jeunesse à contrer la répression, contourner la censure, la solidarité de nombreux commerçants qui ferment leurs magasins, du Kurdistan jusqu'à Téhéran, la capitale. Les tirs à balles réelles des voltigeurs à moto dans les quartiers ouvriers et les bidonvilles, les arrestations et les tortures, rien n'arrête pour le moment ce soulèvement.

Les insurgées et leurs compagnons de lutte ne s'en prennent pas à la religion, mais à son clergé chiite, son hypocrisie, qui laisse les brimades aux pauvres et la liberté aux gens bien nés. Ils luttent aussi contre l'inflation de plus de 60 %, qui dévore des salaires de misère, souvent impayés, contre les privilèges et la

corruption, pour le droit aux études et à la santé, une vie digne pour les anciens et la fin de la pauvreté.

Samedi 8 octobre les manifestations ont redoublé. Les premiers appels à la grève nous parviennent, et les travailleurs des raffineries d'Abadan, secteur stratégique, car l'Iran est un grand pays producteur de pétrole et de gaz, ont paralysé la moitié des sites. Les travailleurs commencent à entrer sur la scène politique sur leurs lieux de travail. Le bazar de Téhéran, le grand centre où se font toutes les affaires et les échanges, était fermé. Les gouvernements occidentaux regardent cela avec inquiétude, car ils savent que les mobilisations qui font tomber des régimes peuvent donner des idées ailleurs.

Nous sommes toutes et tous concernés

Alors une révolution ? Les nantis et mollahs de là-bas comme les nantis et gouvernants bien de chez nous semblent le craindre. Il semble que des voix officielles s'interrogent sur négocier plutôt que réprimer... Trop tard : du côté de la base de la société, il s'agit de renverser ce régime, de tourner la page.

Oui, bien sûr, les printemps arabes il y a dix ans ont été suivis de contre-révolutions. Et c'est une autre révolution qui avait renversé, en 1979, la dictature du Shah pour aboutir à celle de Khomeini et des mollahs, faute d'autres perspectives ouvertes par la gauche iranienne et les organisations ouvrières. Alors les périls sont grands, mais comme le clament les Iraniennes et Iraniens insurgés, « nous n'avons rien à perdre ».

Les étincelles qui couvaient sous les cendres ressurgissent ces derniers mois de par le monde, et l'incendie social menace plus que jamais les puissants.

Le pouvoir iranien pensait s'en sortir par les mensonges de sa propagande, les balles ne suffisant visiblement pas. Mais lors du journal télévisé du 9 octobre, vu par des millions d'Iraniens, une intervention vantant le Grand Guide Suprême a été coupée par de jeunes hackers, appelant au renversement du régime et dénonçant la répression.

Rien ne se passe comme prévu pour la dictature, tout devient possible, c'est aussi à cela qu'on reconnaît parfois les révolutions.

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

Basta !

Au centre financier, il n'y a pas si longtemps, beaucoup d'entre nous ont dû changer d'horaires, suite à une nouvelle « organisation du temps de travail » (OTT), censée répondre aux « besoins des services ». Rebelotte, la direction voudrait encore une fois modifier nos horaires (toujours pour le même motif) et nous faire travailler dans une amplitude de 8h30-18h au Crédit ou 8h-18h aux Opérations juridiques. Ceci alors que la fermeture du service OJ a été annoncé pour dans 2 ans !

Nous aussi, nous avons NOS besoins, et n'allons quand même pas changer continuellement nos horaires à chaque arrivée d'un nouveau ponte à la Banque postale.

Je vous ai apporté des bonbons

À Paris 15, la semaine dernière, deux cadres se sont mis derrière une table pour nous offrir des bonbons et nous proposer d'acheter des timbres de Noël. Il paraîtrait que le chiffre d'affaires du bureau a besoin d'être augmenté. Pour nous, c'est surtout notre paye qui en a besoin.

Non à la fermeture de Paris Lourmel

Encore un bureau de poste menacé de fermeture, le troisième dans le 15^e en quelques années.

Les usagers devront se déplacer au bureau de Dupleix ou aller dans un « point Poste » situé dans une librairie. Objectif : faire plus de bénéfices sur le dos des postiers et des usagers.

Soutien total aux grévistes

La grève ne faiblit pas dans les raffineries, que ce soit chez Total ou dans les deux raffineries françaises du groupe Esso-ExxonMobil. De nombreuses stations-services sont désormais privées d'essence.

Le gouvernement appelle les grévistes à la « responsabilité » et à lever « sans délai » le blocage des dépôts de carburant, et il a décidé de procéder à la réquisition du personnel.

Total, en profiteur de crise, a fait 18 milliards de profits rien qu'au 1^{er} semestre 2022 – du jamais vu ! – et s'appête à verser 2,6 milliards à ses actionnaires. Mais il refuse d'octroyer les 10 % d'augmentation revendiqués par les grévistes... et ce serait de leur faute ? Non, c'est Total qui bloque le pays.

Marche du 16 octobre : pour l'augmentation des salaires, tous dans la rue !

La France insoumise, auxquels s'associent des associations et parti de gauche et le NPA, appellent ce dimanche 16 octobre à une « marche contre la vie chère et l'inaction climatique ». Si elle était un succès,

une telle manifestation donnerait confiance à tous.

Que les nombreuses luttes en cours s'unifient et s'amplifient, c'est justement ce que craint le patronat. Soyons donc nombreux dans la rue ce jour là ! Non pas pour exiger seulement des blocages des prix, ou un « référendum » pour la taxation des « super-profits », qui renvoie à plus tard et aux arcanes parlementaires, mais bien pour exiger tout de suite et partout, l'augmentation générale des salaires ! C'est encore le meilleur moyen de « taxer » les profits !

Caisses de retraite : déficit ou bénéfice ?

Olivier Dussopt, le ministre du Travail, était jeudi 6 octobre à France Inter pour justifier le recul de l'âge de la retraite, pronostiquant un déficit de quinze milliards d'euros en 2030. Pour les besoins de la cause, ce calcul suppose une croissance très faible ; et, de toute façon, les fameux « trous » supposés des caisses de sécurité sociale sont créés de toute pièce par le gouvernement à coup d'exonérations de cotisations pour les patrons ! À l'inverse, ce qui renflouerait mécaniquement les recettes, ce serait d'augmenter les salaires !

Mais le plus drôle est que le ministre a dû admettre que, pour l'instant, les caisses de retraite sont... bénéficiaires (trois milliards en 2022) ! Du coup, on remet la retraite à 60 ans ?

Pour des syndicats démocratiques et de combat !

Depuis 18 mois, la Fédération CGT de la métallurgie voudrait détruire la CGT PSA Poissy de Farid Borsali et Jean-Pierre Mercier : un syndicat de plus de 60 ans, reconnu par les ouvriers comme combatif face aux patrons. La Fédération CGT a fait envoyer des huissiers aux domiciles de 16 militants de la CGT PSA Poissy (après les avoir démis de leurs mandats avec l'aide de la direction de PSA) pour les convoquer au tribunal le 20 octobre afin de leur interdire de se revendiquer de la CGT. Dans un contexte de restructurations massives dans l'automobile, son but est d'apparaître comme « responsable » auprès des directions de PSA-Stellantis ou de Renault : pour mieux négocier et collaborer aux attaques contre les travailleurs.

Les travailleurs doivent être maîtres dans leurs syndicats. Nous appelons à rejoindre le rassemblement de soutien organisé par la CGT PSA Poissy devant l'annexe du tribunal de Bobigny à 13 heures jeudi 20 octobre.

Signez la pétition de soutien en ligne (lien avec le QR code) :



www.convergencesrevolutionnaires.org



@npaetincelle



@convergencesrevolutionnaires

